

# LE PUBLIC FANTÔME



*Voix du peuple, Voix de Dieu, dit-on.  
Or cette maxime qu'on n'a cessé de répéter  
en y croyant n'a rien de vrai dans les faits.*

Alexander Hamilton, 18 juin 1787, à la Convention fédérale.  
(Notes de Yates, in *Sources and Documents  
Illustrating the American Revolution.*)

*« Gouvernement de l'opinion publique » : l'admirable formule  
que voilà ! Or elle présuppose non seulement  
que l'opinion publique existe, mais qu'elle est toujours là, prête à  
trancher sur n'importe quel sujet. En somme,  
nous dit-elle, le plus grand homme d'État dans  
une démocratie est l'opinion publique. Bien des défauts  
de nos démocraties sont imputables au fait que l'opinion publique  
n'a souvent rien d'un grand homme d'État...*

Extrait de "Some thoughts on Public Life",  
conférence prononcée par le vicomte Grey of Fallodon,  
le 3 février 1923.



# Première partie



# 1. L'homme désenchanté

## 1

Le citoyen d'aujourd'hui se sent comme un spectateur sourd assis au dernier rang : il a beau être conscient qu'il devrait prêter attention aux mystères qui se déroulent là-bas sur la scène, il n'arrive pas à rester éveillé. D'une façon ou d'une autre, ce qui se passe le concerne, il le sait bien. Qu'il s'agisse des règles et règlements omniprésents, des impôts à payer chaque année ou des guerres qui surviennent à l'occasion, tout conspire à lui rappeler qu'il est pris de toute part dans le cours des événements.

Et pourtant, comment se convaincre que les affaires publiques sont aussi les siennes ? L'essentiel lui en demeure invisible. Les lieux où tout se passe sont des centres lointains d'où des puissances anonymes tirent les ficelles derrière les grandes scènes publiques. En tant que personne privée, notre citoyen ne sait pas vraiment ce qui s'y fait, ni qui le fait, ni où tout cela le mène. Aucun des journaux qu'il lit ne décrypte ce monde de manière à le lui rendre intelligible ; aucune école ne lui a appris comment se le représenter ; bien souvent, ses idéaux sont en décalage avec lui ; et ce n'est pas d'écouter des discours, d'énoncer des opinions et de voter qui le rendent capable pour autant de tenir les commandes, il s'en aperçoit bien. Il vit dans

un monde qu'il ne peut voir, qu'il ne comprend pas et qu'il est incapable de diriger.

La froide lumière de l'expérience le lui a montré, sa souveraineté n'est que fiction. Il règne en théorie, mais dans les faits il ne gouverne pas. S'il contemple ce qu'il est et le rôle qu'il joue dans les affaires publiques, s'il met en regard l'influence qu'il exerce et celle qu'il est censé exercer selon les théories de la démocratie, il ne peut que reprendre pour son propre compte les mots de Bismarck à propos de Napoléon III: « Vu de loin, c'est quelque chose; vu de près, ce n'est rien du tout<sup>1</sup>. » Lorsqu'au cours d'une campagne politique il s'entend qualifier, lui et quelque trente millions d'autres individus, de source de toute sagesse, de tout pouvoir et de toute vertu, de moteur premier et de fin ultime, s'il est encore sain d'esprit il ne pourra que protester. Il ne va tout de même pas, à l'instar de Chantecler, s'émerveiller éternellement d'être celui qui fait se lever le soleil.

Passé l'âge des élans romantiques, quand son oreille s'est lassée des slogans politiques enflammés et que le voilà calmé et dégrisé, la question de son rôle dans les affaires publiques semble bien surfaite au citoyen – il la juge mineure et sans importance. On peut lui tenir les plus beaux discours du monde sur le service et le devoir civique, lui agiter un drapeau sous le nez, lui envoyer un scout pour le pousser à voter, il ne bougera pas. C'est un homme de retour chez lui après une croisade pour changer le monde - mais le monde n'a pas changé. Il a trop cru au Père Noël, il a trop souvent été déçu. Tout cela ne lui inspire plus qu'amère dérision, et il pourrait écrire, comme l'auteur de *Trivia*<sup>2</sup>:

- Autodétermination! martela l'un d'eux.
- Délibération, lança un autre.
- Coopération, suggéra le plus modéré du parti.

— Confiscation! repartit une intransigeante.  
Moi aussi je suis intoxiqué par le simple son de ces vocables.  
C'était pourtant les remèdes à tous nos maux? Je me suis mis  
à chanter:  
— Inoculation! Transsubstantiation, allitération, inondation,  
flagellation et reforestation!

## 2

Tout le monde sait bien que le peuple tout entier ne prend pas part comme un seul homme aux affaires publiques. Aux États-Unis, moins de la moitié des électeurs se rendent aux urnes, même pour les présidentielles<sup>3</sup>. Pendant la campagne de 1924, un effort tout particulier a été fait pour attirer davantage d'électeurs. Ils ne sont pas venus. Pourtant: constitution, nation, système des partis, succession à la présidence, propriété privée, le danger était censé rôder partout. Un des partis agitait le spectre du péril rouge, un autre celui de la corruption, un autre encore celui de la tyrannie et de l'impérialisme si les électeurs ne se déplaçaient pas en nombre. La moitié des citoyens n'a pas bougé.

Avant, les spécialistes rédigeaient des livres sur le vote. Ils se mettent à présent à en écrire sur l'abstention. À l'université de Chicago, le professeur Merriam et M. Gosnell ont mené une enquête approfondie<sup>4</sup> afin de comprendre pour quelle raison, à l'élection municipale de 1923 à Chicago, sur 1 400 000 citoyens ayant le droit de vote, 900 000 seulement se sont inscrits parmi lesquels 723 000 ont finalement voté. Des milliers de personnes ont été interrogées. Environ 30 % des abstentionnistes ont invoqué un empêchement de force majeure. Certains étaient malades, d'autres n'étaient pas en ville, des femmes avaient été retenues chez elles par un enfant ou un parent invalide, d'autres

encore avaient un problème de domiciliation légale. Les 70 % restants, soit un demi-million de citoyens libres et souverains de cette république, n'ont même pas pris la peine d'invoquer une raison pour justifier leur abstention – sans nécessairement admettre que voter ne les intéressait pas. On avait besoin d'eux au travail, les bureaux de vote étaient bondés ou encore situés trop loin de chez eux, ils avaient peur de révéler leur âge, ils ne croyaient pas au suffrage des femmes, leur mari s'y opposait, la politique est pourrie, les élections sont pourries, d'autres avaient peur de voter ou ignoraient qu'il y eut une élection. Un quart, environ, des interrogés ont eu l'honnêteté de reconnaître leur manque total d'intérêt pour la question.

Cependant, Bryce\* fait le constat que « la volonté du peuple souverain s'exprime... aux États-Unis... par un pourcentage de votants comparable à n'importe quel autre pays<sup>5</sup>. » Et les chiffres de M. Lowell\*\* sur les référendums en Suisse tendent à prouver que l'indifférence des électeurs américains n'a rien d'exceptionnel<sup>6</sup>. De fait, les penseurs politiques réalistes d'Europe ont abandonné depuis bien longtemps l'idée que le cours des affaires publiques soit collectivement dirigé par le peuple dans son ensemble. Robert Michels, un socialiste, le dit tout de go : « La majorité est définitivement incapable de s'auto-gouverner »<sup>7</sup>; et d'approuver cette remarque d'un député socialiste suédois : « même après la victoire, dans la vie politique, il y aura toujours les dirigeants et les dirigés. » Michels, penseur politique d'une grande pénétration, conclut sur la question en citant une remarque d'Hertzen selon qui la victoire d'un parti d'opposition équivaut à « passer de la sphère de l'envie à la sphère de l'avarice ».

---

\* James Bryce (1856-1943), pédagogue américain, historien, ancien président de l'université de Harvard. (N.d.T.)

\*\* Lowell (1838-1922), juriste, historien et politicien libéral britannique. (N.d.T.)

Il n'y a donc rien de bien neuf dans ce désenchantement qu'exprime le citoyen en s'abstenant, en ne votant que pour la tête de liste, en ne se déplaçant pas pour les primaires, en ne lisant ni discours ni documents, et j'en passe: la liste de ses péchés par omission pour laquelle on le dénonce est longue. Ne comptez pas sur moi pour le dénoncer davantage. Je suis avec lui de tout cœur, car j'estime qu'on fait peser sur ses épaules le poids d'une tâche impossible et qu'on exige de lui la réalisation d'un idéal inaccessible. Cette impression, je la ressens d'ailleurs, moi qui ai pourtant fait de la gestion des affaires publiques mon principal centre d'intérêt, consacrant à son analyse le plus clair de mon temps: en vérité, je n'arrive pas à dégager le temps nécessaire à accomplir ce qu'attend de moi la théorie de la démocratie. J'entends par là, savoir ce qui se passe et s'être forgé une opinion valable sur toutes les questions se posant à une communauté qui se gouverne elle-même. Mieux: jamais je n'ai rencontré personne, du président des États-Unis au professeur de science politique, qui incarnât peu ou prou cet idéal incontesté de citoyen souverain et omniscient.



## 2. Un idéal inaccessible

### 1

J'ai tenté d'imaginer comment créer le citoyen parfait. Selon d'aucuns, il faudra la rencontre de cellules germinales répandant à certains critères de qualité pour lui donner naissance – j'ai ainsi trouvé dans les ouvrages de Madison Grant\*, Lothrop Stoddard\*\* et autres eugénistes des prescriptions relatives aux mariages susceptibles de produire le meilleur peuple possible. Sans être biologiste, je reste très ouvert sur ce sujet qui m'inspire des espoirs infinis, même s'il ne m'échappe pas que le degré de certitude affiché quant aux moyens à mettre en œuvre pour améliorer l'humanité est inversement proportionnel à la réputation scientifique de ceux qui les proposent.

C'est logiquement vers l'éducation qu'on se tournera alors: n'est-ce pas à elle qu'est consacré le dernier chapitre de tout ouvrage un peu optimiste consacré à la démocratie depuis cent cinquante ans? Robert Michels lui-même, dont l'intransigeante austérité en fait l'ennemi résolu de tout sentimentalisme, écrit dans ses « dernières considérations »: « La grande mission de

---

\* Madison Grandt (1865-1937), évangéliste et conservateur, ancien président de la *Zoological society* de New York, auteur du *Déclin de la grande race* (1916).

\*\* Lothrop Stoddard (1885-1950), anthropologue américain, théoricien du rascisme. (N.d.T.)

l'éducation sociale est d'élever le niveau intellectuel des masses afin de les rendre capables, dans la limite du possible, de contrebalancer les tendances oligarchiques » de toute action collective.

J'ai donc lu quelques-uns des nouveaux livres destinés à l'éducation civique des collégiens et lycéens. Leur lecture achevée, n'importe qui conclura inévitablement comme moi qu'il faut avoir un appétit d'encyclopédiste et un temps infini devant soi pour être un bon citoyen. Certes, nul n'est plus censé se rappeler le salaire exact d'un fonctionnaire de catégorie A ou la durée du mandat d'un juge. L'éducation civique d'aujourd'hui s'intéresse aux problèmes du gouvernement, non aux détails structurels. Dans un pavé de 500 pages au style dense et concis que je me trouve avoir lu, le lecteur aborde les problèmes de la ville, les problèmes de l'État, les problèmes de la nation, les problèmes du transport, les problèmes de l'agriculture, les problèmes internationaux, monétaires, bancaires, et ainsi de suite à l'infini. Et les onze pages dévolues aux problèmes de la ville se subdivisent en douze sous-problèmes, pas moins...

Or, nulle part dans ce livre aux intentions louables on ne s'avise de préciser au futur citoyen souverain comment il sera censé s'y prendre pour se tenir informé de l'avancement de cet embrouillamini de problèmes tout en gagnant sa vie, en élevant ses enfants et en profitant de l'existence. On l'exhorte à ménager les ressources naturelles du pays, car elles sont en quantité limitée. On lui conseille de prendre garde aux dépenses publiques, les contribuables ne pouvant subir éternellement des augmentations d'impôt. Mais quant à lui, électeur, citoyen, souverain, il semble qu'on s'attende à le voir fournir en quantité illimitée intérêt, curiosité, effort et esprit civique. Quoiqu'il pense avoir abordé tous les sujets, des égouts municipaux à l'opium indien, l'auteur de cet ouvrage a pourtant oublié un point essentiel: le

citoyen n'a que peu de temps à consacrer aux affaires publiques, son intérêt pour les faits n'est que sporadique et son goût pour la théorie des plus modérés.

Jamais il ne vient à l'idée de ce précepteur en devoir civique de proposer à son élève une règle lui indiquant, par exemple, que son devoir du jeudi est de s'intéresser au métro de Brooklyn ou au chemin de fer sud-mandchourien. Et, s'il est établi que sa volonté souveraine doit s'appliquer le jeudi aux problèmes de métropolitain, lui expliquant comment il pourra rattraper les lacunes occasionnées dans sa maîtrise dudit dossier par le temps qu'il a consacré, la veille, à exprimer sa volonté souveraine à propos des crédits ruraux dans le Montana ou des droits de l'Angleterre sur le Soudan. Il ne peut pourtant pas tout savoir sur tout en même temps: or, pendant qu'il se consacre à un sujet, de profondes mutations s'opèrent dans des milliers d'autres. À moins qu'il ne découvre une méthode rationnelle lui permettant de concentrer son attention sur les sujets où il peut être le plus utile compte tenu de son bagage d'amateur, il est condamné à devenir enragé, tel un chiot s'efforçant, en vain, de lécher trois os à la fois.

Je ne veux pas dire par là qu'un tour d'horizon des problèmes mondiaux ne soit pas une bonne expérience pour un étudiant. Ce peut être une façon de lui faire comprendre que le monde est compliqué, même s'il ressort de cette aventure « chargé de germes, soufflant à la face de son interlocuteur credos et certitudes dès qu'il ouvre la bouche<sup>1</sup>. » Certes, il peut y gagner en humilité, mais quoi qu'il en soit, avoir assimilé les thèses d'un auteur remarquable sur les problèmes de l'Amérique en 1925 ne constitue pas en soi une clé pour décrypter ceux de la décennie suivante. À moins de s'être forgé une méthode intellectuelle à partir de l'étude de ces sujets transitoires, la valeur éducative d'un tel travail est nulle.

C'est pourquoi persister à invoquer l'éducation comme remède à l'incompétence en démocratie ne mène à rien. Concrètement, cela équivaut à proposer que les professeurs, grâce à on ne sait quel pouvoir magique, fabriquent des hommes capables de gouverner en suivant les recommandations des législateurs et les prêcheurs d'idéaux civiques à qui on aurait donné carte blanche. Les réformateurs ne se demandent pas quel enseignement les hommes sont capables de recevoir. Ils se contentent d'affirmer qu'il faut leur enseigner ce qui est nécessaire pour les rendre aptes à diriger le monde moderne.

En comptant sur l'éducation, on ne peut qu'être déçu. Car la vitesse à laquelle les problèmes du monde moderne surgissent et évoluent dépasse celle à laquelle une équipe d'enseignants est capable de les appréhender – pour ne rien dire du rythme encore plus lent auquel ils transmettent leurs connaissances à une population d'enfants. Si les écoles se fixent pour but d'enseigner la façon de résoudre les problèmes du jour, elles se condamnent à avoir toujours un train de retard. Le mieux qu'elles puissent envisager serait d'extraire certaines formes de pensée et de sentiment pour rendre capables les futurs citoyens d'aborder tout nouveau problème avec efficacité. Mais ce n'est pas au pédagogue d'élaborer une telle méthode: c'est au théoricien politique lequel ne doit surtout pas partir du principe que la masse est dotée d'un quelconque génie politique mais se dire que les hommes, fussent-ils doués de génie, ne consacreront jamais que peu de temps et d'attention aux affaires publiques.

Le moraliste, j'en ai peur, ne sera que trop enclin à admettre qu'un citoyen bien éduqué ne doit pas tant être capable d'analyser et de résoudre les problèmes transitoires que d'appliquer à tout problème les grands principes universels. Je le mets en garde. Pour diriger la société moderne, il faut davantage qu'une belle conscience. Car la conscience ne saurait servir de guide

lorsqu'on se trouve dans des situations où justement, toute la difficulté consiste à choisir le guide que suivra la conscience.

Quand je suis tenté de me dire qu'après tout, pour armer l'homme face au monde moderne, il suffit peut-être de lui enseigner morale, savoir-vivre et patriotisme, je me remémore la fable du professeur perdu dans ses pensées qui marche dans les bois au crépuscule. Voilà qu'il se cogne dans un arbre. Le voilà forcé d'agir. Homme d'honneur et de bonne éducation, il soulève son chapeau, s'incline profondément devant l'arbre et lui dit sur un ton de regret sincère: « Pardon, monsieur, je vous avais pris pour un arbre. »

Si l'on s'en tient à un critère de moralité, doit-on blâmer la conduite de cet homme? Si c'est un arbre qu'il a percuté, il en avait tout à fait le droit, qui peut le nier? Et s'il s'est cogné à un homme, ne s'est-il pas suffisamment excusé? Sur le plan moral, tout est parfaitement en règle: la seule question que pose sa conduite n'a rien à voir avec ses qualités d'âme ou la fermeté de ses principes, elle est d'ordre factuel. On pourra objecter qu'il y avait obligation morale à connaître la différence entre un homme et un arbre. Peut-être. Mais supposons qu'au lieu d'une promenade dans les bois, il s'agisse d'aller déposer un bulletin de vote dans l'urne; et qu'en fait d'arbre, notre homme se retrouve nez à nez avec le tarif Fordney-McCumber\*. Comment quantifier alors l'obligation morale qu'il aurait de connaître la vérité? Après tout, cet homme qui marche dans les bois au crépuscule, perdu dans ses pensées, réagit comme nous tous par rapport aux faits tels qu'il imagine qu'ils sont. Et il fait son devoir comme on le lui a appris.

Cette maladresse, il semble que notre distrait professeur l'ait plus ou moins en partage avec l'ensemble du monde animé. Par

---

\* Voté en 1922, le tarif Fordney-McCumber est une loi relevant brutalement les barrières douanières. (N.d.T.)

ses expériences sur les chiens, Pavlov a montré qu'un animal doté d'un estomac artificiel peut éprouver tous les plaisirs liés à l'acte de manger, et seul le nombre de citoyens nourris d'espoir au sein d'une démocratie dépasse le nombre de souris et de singes leurrés dans des laboratoires. Les réflexes de l'homme sont, comme le disent les psychologues, conditionnés. Il est facile de le tromper avec un œuf en verre, un appeau, un mannequin ou un programme politique. Aucun code moral ne le rend capable de déterminer si l'événement sur lequel s'exercent ses facultés morales est réel et d'importance. Car comme l'a fait remarquer Socrate il y a bien longtemps, la vertu implique la connaissance. Tout code du bien et du mal présuppose une perception du vrai et du faux.

Mais à supposer même qu'un code moral puisse s'appliquer avec succès, la démocratie n'en serait pas pour autant libérée de ce qui l'entrave. Car il y a pléthore de codes moraux. Certes, dans notre vie quotidienne, à l'intérieur des frontières de notre société, on retrouve des règles communes acceptées par tous. Mais un théoricien politique préconisant l'application universelle d'une règle locale impose une réponse toute faite à une question qu'il devrait se poser. Car s'il est vrai qu'un parti peut se fixer pour but d'instaurer des critères de jugement universels, c'est précisément le conflit entre critères qui rend nécessaire l'organisation politique et qui est la substance de la politique.

À qui aurait du mal à se débarrasser du préjugé selon lequel sa conception du bien et du mal est forcément universelle, on ne peut que conseiller la fable de Darwin sur les trèfles et les chats<sup>2</sup>. Le trèfle est fécondé grâce au bourdon: plus il y a de bourdons, plus la prairie regorgera de trèfles l'année suivante. Mais les campagnols, qui raffolent de leurs larves, pillent les nids de bourdons. Plus il y a de campagnols, moins il y aura

donc de bourdons et de trèfle. Or, près des villages, les chats viennent chasser les campagnols. Donc, plus il y a de chats, moins il y a de campagnols, plus il y a de bourdons et meilleure sera la récolte de trèfle. Ajoutons à cela que plus il y a de gentilles grand-mères au village, plus il y a de chats.

Sauf à être hindou ou végétarien, n'importe quel Occidental mangeur de biftecks applaudira les vieilles dames qui élèvent les chats qui chassent les souris qui détruisent les bourdons grâce à qui le bétail peut se repaître de trèfle. Les chats, eux aussi, soutiendront les vieilles dames. Mais qu'on se place plutôt du point de vue d'un campagnol: quelle différence dans la perception du bien et du mal! Là, les aimables vieilles dames feront figure de sorcières et leurs matous de tigres; la Ligue pour la Sécurité des Campagnols y sera secouée de débats hystériques à propos du Péril Vieille Dame. Comment un campagnol patriote pourrait-il en effet concevoir un monde dans lequel les bourdons n'aient pas pour unique fonction de fournir de bonnes larves au peuple campagnol? Un tel monde serait la négation de toute notion d'ordre et de loi. Et seul un campagnol à l'âme puissamment philosophe admettrait, à l'instar de Bergson, que « l'idée du désordre... objectiverait, pour la commodité du langage, la déception d'un esprit qui trouve devant lui un ordre différent de celui dont il a besoin<sup>3</sup>. » Car on ne reconnaît pour juste qu'un ordre répondant à nos espoirs et nos habitudes.

Il n'y a rien d'universel, d'éternel ni d'immuable dans nos attentes. Nous prétendons souvent que si, pour les besoins de la rhétorique. Mais pour peu qu'on entre dans le concret, difficile de démontrer la justesse intrinsèque de notre désir. Si les fermiers n'ont pas de quoi acheter autant de produits transformés qu'à l'ordinaire, il y a là un désordre et un problème. Mais où est-il écrit qu'en 1925, un boisseau de blé doit s'échanger contre plus, autant ou moins de produits transformés qu'en

1913 ? Qui peut concevoir un principe stipulant que le niveau de vie des fermiers, ou de n'importe quelle profession, doit s'élever ou diminuer, de combien et à quel rythme ? Il se peut que les offres d'emploi soient plus nombreuses que les travailleurs prêts à accepter le salaire proposé : les employeurs vont alors se plaindre et parler de « problème ». Mais qui peut citer une règle chiffrant la quantité de travail en surplus nécessaire et le salaire qu'elle vaut ? Il se peut à l'inverse que les travailleurs soient plus nombreux que les emplois correspondant au secteur et à la rémunération qu'ils demandent. Problème critique, assurément, mais il n'existe aucune règle déterminant à quel nombre de mécaniciens, d'employés, de mineurs, de banquiers ou de vendeurs la société a le devoir de fournir du travail.

Il faut une bonne dose d'esprit partisan et une grande capacité d'aveuglement pour oser prétendre que les exigences des fermiers soient par définition plus fondées que celles des industriels, celles des patrons que celles des salariés, celles des créanciers que celles des débiteurs – et vice-versa. Ces conflits d'intérêt représentent des problèmes. Des problèmes qu'il faut résoudre. Mais aucune grille morale n'existe qu'il suffirait d'appliquer pour obtenir la solution.

Si l'eugénisme est incapable de produire le citoyen idéal de la démocratie, alliant compétence universelle et souveraineté, puisque la biologie ignore comment se fabrique l'excellence démocratique et en quoi elle consiste ; si l'éducation est incapable de fournir le bagage nécessaire au citoyen, parce que les professeurs ne peuvent anticiper les questions qui se poseront demain ; si la moralité est incapable de le diriger parce que pour chaque cas particulier la notion de « bien » et de « mal » dépend de la perception qu'on a du « vrai » et du « faux » et parce que d'autre part, elle postule à tort l'existence d'un code